

Collectif RésisteR

S'informer, s'organiser, agir!
La lutte continue!



RésisteR!

#57 - septembre 2018

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

La mémoire et l'oubli



Participation

La participation est librement fixée par le lecteur. Le prix de revient de ce numéro est de 1,20 €

LIBERTO

PAGE 6

HOMÉO

PAGE 11

HOMME, EHO!

PAGE 14

Les déshérités de la mémoire !

L'information est peu connue : plus de 200 000 migrants, vous avez bien lu 200 000, ont débarqué en France sur le port de Fréjus dans le Var. Nul besoin de « faire le jeu des passeurs », ce sont les autorités françaises qui ont affrété des bateaux pour « acheminer » ces jeunes originaires de l'Afrique centrale et occidentale. Une majorité d'entre eux sont mariés et pères de famille, femmes et enfants qu'ils ont laissés au pays. Les Français les ont accueillis avec joie et reconnaissance...

Nous étions en 1915 !

En novembre prochain, les cérémonies officielles vont commémorer l'Armistice de 1918, la fin de l'une des plus belles boucheries fratricides que l'Humanité ait connues... avant la suivante ! Dans les discours dithyrambiques à venir, combien évoqueront le sacrifice de ces 30 000 tirailleurs sénégalais « morts pour la France » ? Comme leurs « frères d'armes » (jargon militaire qui signifie « frères d'infortune »), ils sont morts dans d'atroces souffrances. Ils sont venus de gré ou, le plus souvent, de force défendre la liberté de la France, une liberté dont ils étaient privés par ceux-là mêmes qui les « invitaient » à mourir pour la leur ! Ils sont arrivés dans un pays qu'ils ne connaissaient pas et la majorité d'entre eux ne parlait pas le français !

La Nation française a pris des engagements au moment de leur recrutement volontaire ou non. La France leur assurait le versement d'une somme de 160 francs, soit environ l'équivalent de 500 euros, des médailles militaires, un certificat de bien manger, un habillement neuf et surtout la citoyenneté française une fois la guerre finie. Ces promesses ont-elles été tenues ? Pas sûr pour les survivants, encore moins pour les 30 000 sacrifiés !

À la fin des dernières guerres, les familles des victimes ou, comme ils disent, des « héros de la Nation morts pour la France », les familles ont hérité de pensions pour les veuves et orphelins « pupilles de la Nation » ou encore d'indemnités pour dommages de guerre. Des monuments aux morts ont été dressés dans chaque commune. Lors des commémorations, on égrène un à un les noms des disparus du village et les enfants des écoles répètent inlassablement un vibrant « mort pour la France ». Il est rappelé aux jeunes, comme à toutes et à tous, leur devoir de mémoire !

À toutes et à tous... pas tout à fait ! Bréhima Diarra, un jeune migrant originaire de Bamako, au Mali, en sait quelque chose. Arrivé sur le territoire français en 2017, il a atteint sa majorité il y a quelques mois. Depuis, il est à la rue et sous la

menace d'une OQTF (obligation de quitter le territoire français). Comme pour ses camarades venus du continent africain ou d'ailleurs pour survivre, des dizaines de bénévoles associatifs (RESF, Un Toit pour les Migrants, etc.) se démènent pour leur trouver un hébergement, leur donner des cours de perfectionnement en français que l'État leur refuse, en placer quelques-uns dans des écoles privées, moyennant finances, chercher des emplois aux rares majeurs qui ont eu la chance d'obtenir une autorisation préfectorale de séjour, organiser des manifestations sportives ou culturelles pour les faire connaître – car commencer à connaître c'est souvent commencer à aimer...

Cependant, aucun n'héritera des engagements pris envers leurs ascendants. Même le plus imbécile des nationalistes ne pourrait contester qu'une Nation qui n'honore pas ses engagements et sa reconnaissance est indigne !

Dans les nécropoles ou cimetières militaires, les dépouilles oubliées de ces soldats envoyés à la mort pour sauver la liberté des Français reposent à des milliers de kilomètres de leur terre natale. Leurs noms ne seront pas égrenés. S'ils l'étaient, les enfants des écoles devraient-ils hurler : « Rien, mort pour rien » ?

Bréhima est peut-être un descendant de ces victimes oubliées de la « Grande Guerre ». À l'aide d'Internet, il a trouvé une dizaine de sépultures au nom de Diarra, dispersées dans les différentes nécropoles du Nord et de l'Est de la France. Le 13 juillet dernier, accompagné de quelques amis blancs et noirs, il est allé se recueillir à la nécropole de Champenoux, près de Nancy, sur la tombe de Tientore Diarra, originaire de la même région que lui et décédé à l'âge de 24 ans, le 18 novembre 1918, des suites de ses blessures de guerre.

Bréhima ne demande pas la charité. Il voudrait ou faire des études, ou suivre une formation, ou encore travailler pour gagner de l'argent et vivre normalement. Quand la France a eu besoin de Tientore Diarra, bon gré mal gré, il a répondu présent... pour l'éternité ! Aujourd'hui, comme ses camarades, Bréhima a besoin de la France. Répondra-t-elle présent au nom du devoir de mémoire ? Osera-t-elle le reconduire à la frontière piétinant son histoire, bafouant la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, dont elle revendique la paternité :

« Préambule. La reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

Art. 13-1. Toute personne a le droit de circuler librement et

de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. Art. 13-2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. »

Projet de commémoration

Une initiative citoyenne, coanimée par RESF et Un Toit pour les Migrants, lance un projet de réalisation d'un mémorial aux migrants victimes de 14-18 et aux migrants victimes de 2018. Deux artistes vosgiens se proposent de tailler ce mémorial dans la pierre et le bronze. L'objectif est d'informer et de sensibiliser la population sur ce devoir de mémoire et de rétablir dans leurs droits légitimes ces déshérités de la mémoire. L'inauguration est fixée au samedi 10 novembre à 11h à Leyr, village frontalier de 1870 à 1918.

Même faible, la réalisation de ce projet a un coût. Comme a un coût la prise en charge des migrants à Nancy (loyers d'appartements, frais de scolarisation dans des écoles privées, frais de transport, argent de poche, etc.). C'est pourquoi une souscription « Aux déshérités de la mémoire » est lancée. L'argent servira à participer aux frais

du mémorial et le solde sera versé à l'association Un Toit pour les Migrants. Vous pouvez également apporter un soutien moral et public à cette démarche, qui peut être individuel ou collectif (associations, élus, syndicats, partis politiques, etc.).

Léon De Ryel



Premiers signataires : RESF, Un Toit pour les Migrants, Résister!, etc.

Pour participer à la souscription, vous pouvez vous adresser à :

Un Toit pour les Migrants (Crédit Coopératif, compte n° 08012029137, 17, rue Drouin, 54000 Nancy).

Pour des renseignements complémentaires :

Bréhima ou Noël. Tél. : 03 83 31 81 81.



GrosGnon fait sa rentrée.

« *Le foot, ça vaut peau de balle.* »

J'aime pas la rentrée.

D'abord, il faut retourner bosser.

Ensuite, tout le monde vous demande si vos vacances ont été bonnes. Et j'aime pas les vacances, et encore moins en parler. C'est sûr, j'aime mieux rien foutre que bosser, mais bon...

Les vacances, quand les autres vacanciers viennent polluer vos paysages et embouteiller vos routes, c'est chiant. C'est, d'ailleurs pour ça que je pars là où personne veut mettre les pieds.

Mais surtout, cette année, les vacances ont vraiment mal commencé : l'équipe de France a gagné le Mondial de foot, j'aurais bien aimé qu'ils perdent dès le premier tour, battus par le Zimbabwe, la Corée du Nord ou l'Angola.

Déjà aller jouer au pays du Tsar de toutes les Russies et du grand goulag généralisé, ça n'a franchement rien de bien glorieux.

Puis voir Micron 1^{er} exulter, d'une joie surjouée, à la manière d'un quelconque supporter le rend encore plus vulgaire que Nicolas Bling-Bling.

Subir l'outrage visuel de drapeaux bleu-blanc-rouge pendouillant des balcons, accrochés aux croisées ou aux antennes des bagnoles me donne un haut de cœur.

Entendre « *Allez la France !* » résonne dans mon crâne comme un sinistre « *Mort aux Boches, aux Polacks, aux Espingouins... !* »

Bref, le chauvinisme sportif me débecte, plus que le sport lui-même et autant que le chauvinisme militaire. D'ailleurs, les stades, version moderne de l'arène aux gladiateurs, ne servent qu'à exciter les foules, à préparer les masses à l'écrasement de l'ennemi, à moins qu'ils ne soient utilisés, comme ce fut le cas, pour parquer les futurs déportés ou exécutés. Rasons les stades !

De bonnes âmes de me dire que tout de même, le foot c'est beau, que c'est un facteur d'intégration, que c'est vraiment magnifique que tout un pays soit derrière une équipe si riche de sa diversité. Pour l'intégration, vous repasserez, si pour un gamin des banlieues, l'ascenseur social se limite à devenir ou footballeur, ou rappeur, ou dealer, c'est plutôt raté. (Malgré tout, Parcoursup semble avoir été programmé ainsi, puisque bon nombre des re-

calés du système d'orientation post-bac viennent justement de quartiers et de lycées de banlieues. Le ministère aurait dû créer, en plus un Parcoursup, pour les recalés, apparemment ils n'y ont pas pensé. Mais, je m'égare.) On nous rejoue régulièrement, depuis 1998, encore, et encore, le grand mythe de cette magnifique équipe black-blanc-beur, image de l'intégration et de la réussite des populations d'origine immigrée. Comme le faisait remarquer Lilian Thuram, c'est un peu plus complexe :

« Cette victoire est un cadeau extraordinaire fait à tous ces enfants qui ont du mal à se considérer comme Français. Avec elle, ils pourraient franchir le pas. Mais on ne devrait pas attendre une Coupe du monde pour leur donner le sentiment d'être légitimes, ce devrait être un discours porté par nos politiques et notre société. En fait, parler des origines de quelqu'un n'est pas un problème, tant qu'on ne l'enferme pas dedans. Jusqu'à preuve du contraire, chacun de nous en a, alors pourquoi ne pas aborder le sujet ? Parce que ce sont toujours les mêmes qu'on renvoie à leurs origines. Parce qu'on ne parle pas de celles de Lloris, Griezmann, Hernandez, Pavard. Parce qu'en fait, c'est de couleur de peau dont il s'agit. Ce n'est pas anodin que certains pays désignent les joueurs d'origine africaine. Le message est simple : on ne peut pas être noir et européen, puisque les Noirs sont africains. Et il y aurait trop de Noirs dans l'équipe de France. À ce discours-là, la FFF oppose que tous les joueurs sont Français. Bien sûr, évidemment, sinon ils ne pourraient pas jouer en équipe de France ! Ne faudrait-il pas dire, assumer, que la force de notre pays, de notre football, tient à ce que nous avons tous des origines, des couleurs, des religions différentes... Dire que là est notre fierté, que nous sommes fiers de cela. Et voilà pourquoi nous sommes champions du monde. » (*)

Mais, ce qu'il ne dit pas, c'est que dès que l'équipe de France perd, c'est la faute des « *bamboulas* », des « *bougnoules* »... Les insultes racistes, les cris de singe, les bananes lancées sur le terrain, le foot en est plutôt familier et une bonne partie des habitués des tribunes penche sans aucun doute vers l'expulsion de tout ce qui est un peu trop bronzé à ses yeux. Les « *Nègres* », passe encore, quand ils donnent la victoire à leur équipe, mais sinon...

Sinon, ça peut se finir en quasi-lynchage, comme

lors du match de D3 entre l'AS Benfeld et l'AS Mackenheim le 6 mai dernier. Deux joueurs et les supporters de l'AS Mackenheim, dont l'un armé d'un couteau de cuisine, s'en prennent en fin de rencontre à deux joueurs noirs de l'AS Benfeld. L'un des joueurs noirs est littéralement massacré, triple fracture du visage, traumatisme crânien. Quand les autorités locales du foot ont eu à juger l'affaire, écartant d'un revers de main l'idée que le racisme puisse être à l'origine des faits, elle a condamné les quatre joueurs et, donc, les deux victimes au même titre que les deux agresseurs à 10 matchs de suspension (**). Circulez, y a rien à voir !

Des affaires de ce genre, en moins grave toutefois, il y en a sans aucun doute pratiquement tous les week-ends. « On a gagné ! On est les champions ! » Merci bien !

Donc, pour revenir à mes vacances, dès début juillet, j'ai eu la vie pourrie. Un truc qui, malgré tout, m'a fait rigoler, c'est que le Micron 1^{er} : il se voyait déjà, comme Chichi en 98, la cote de popularité explosée. Manque de bol, les exactions de son pote Alexandre sortent dans la presse juste à ce moment-là, après le sacre des Bleus, chez le copain Poutine (il faut dire que, lui, c'est pas la presse qui viendrait lui chercher des poux dans la tête, parce qu'un de ses potes est allé casser du manifestant, au contraire, il aurait eu promotion et honneurs, comme quoi les démocraties, ça a du bon.) Patastras ! Raté, l'effet de com qu'il avait sans doute mûrement préparé, le Micron !

Après ça, l'été s'est traîné cahin-caha entre canicule, ennui et petites affaires jusqu'à la rentrée littéraire, enfin la rentrée des bonnes affaires de la très grosse petite maison prestigieuse et courageuse dirigée par le mari de notre bonne ministre de la Culture. Que l'on puisse s'étonner des casseroles que traîne Actes Sud a tout de même de quoi surprendre : après tout, une maison d'édition, surtout lorsqu'elle commence à ne plus être une

petite maison d'édition, près de 68 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2017, pour Actes Sud seul, car la maison a des participations souvent majoritaires dans une douzaine d'autres maisons, comme Payot Rivages, Les Liens qui libèrent, etc., après tout une grosse maison d'édition, donc, c'est avant une entreprise qui cherche à faire du fric. Et

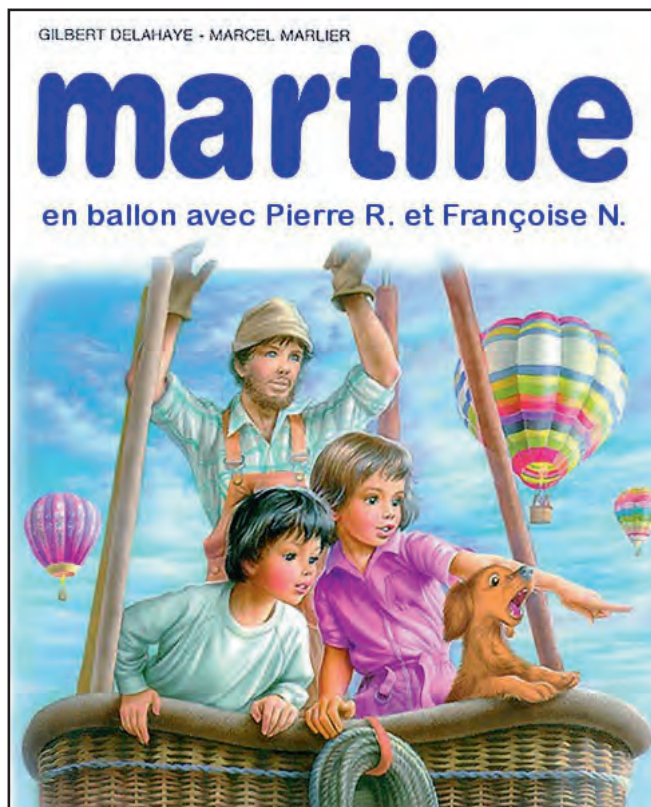
que l'on remarque avec stupeur que faire du fric, même dans la culture, c'est souvent s'affranchir des règles, c'est bien ça qui est surprenant. Et quand, des bobos gogos cherchent encore à défendre « la petite maison d'édition indépendante », je me dis que certains amateurs de littérature ne valent en fin de compte pas mieux que les supporters de foot. La belle légende de la petite maison d'édition indépendante, c'est beau non ? Presque autant que la « sobriété heureuse », bel oxymore, facile à réaliser quand ce sont les autres qui

bossent comme chez Rabhi. Rabhi, par ailleurs auteur d'*Éloge du génie créateur de la société civile*, ouvrage publié par... Actes Sud ! Macronien avant l'heure, Rabhi ! Du léchage de bottes de son editrice par anticipation, il est fort le Rabhi ! Franchement, les Nyssen, s'ils avaient pu gagner du fric avec du PQ, ils l'auraient fait, bien que faire du fric avec des livres, de la culture, ça offre quand même un autre statut social, ça la fout mieux dans les dîners mondains, même si certains des bouquins en question sont tout juste bons à lire aux chiottes. Mais, en plus, pour en jeter, ils ont fondé aussi une école Steiner, les Nyssen-Capitani. Les bobos allumés New Age doivent apprécier.

Allez, bonne rentrée tout de même !

(*) Interview de Lilian Thuram, *Libération* du 27 juillet 2018.

(**) Cf. l'article « Racisme dans le foot en Alsace », *Libération*, 24 août 2018.



Mon pote Michel

Michel Uhring est arrivé à Droit au Logement à la première réquisition, à peine l'association créée en juin 1995, c'était avenue du XX^e-Corps. Deux beaux logements de 120 m², réservés aux cadres supérieurs d'EDF, étaient vides depuis des années. Léon Schwartzberg était venu pour nous assurer une paix sociale du côté des matraques, le mouvement de réquisition commençait à Nancy. Il y avait fort à faire, nous avions de la bonne volonté et peu de savoir-faire.

DAL fonctionnait en AG permanente, mais la plupart des animateurs ne connaissaient pas de problèmes de logement, les gens en proie au mal-logement n'osaient pas souvent s'exprimer.

À Nancy, la création de DAL a bénéficié d'un œcuménisme assez rare. Dans l'association cohabitaient une trentaine de structures, syndicales, politiques, antiracistes, humanistes, des travailleurs sociaux d'obédiences syndicales diverses, des liens se tissaient aussi avec Médecins du Monde, Les Restos du Cœur, Emmaus, le Secours pop et le Secours catholique.

Le milieu des squats ne nous faisait pas confiance, et pour cause, ces personnes fuyaient tout ce qui est organisé, parce que justement les institutions les sommaient de quitter un mode de vie « asocial ».

Arriva alors un curieux gaillard, flanqué de ses chiens, qui prit part à nos réunions. Petit à petit, Michel s'est imposé dans notre logistique opératoire. SDF, il arpentait la ville avec des yeux que nous n'avions pas. Lorsque tu es dans une ville, sans argent, ni titre de logement, il faut apprendre à repérer l'endroit, accessible, qui te protégera du froid, de l'eau, de la canicule, des coups aussi. Les SDF sont souvent victimes de violences gratuites.

Au bout de quelques mois, Michel nous indiquait les bâtiments vides, s'ils étaient approvisionnés en électricité, eau, gaz, ce qui est souvent le cas. Nous avons souvent réquisitionné des logements, où tout fonctionnait.

De fil en aiguille, Michel est devenu le fixeur du DAL, il amenait aux réunions sa mine de renseignements, André Valance allait alors au cadastre vérifier si le bâtiment était une propriété du domaine public, condition essentielle pour réquisitionner, puis une rencontre se faisait avec des syndicalistes d'EDF et de La Poste pour amener l'opération à terme. DAL avait en permanence dans sa besace quelques adresses « opérables ». Nous

avons logé des dizaines de familles grâce à un gaillard qui couchait dehors. Il aurait été superflu de remercier Michel, trop heureux d'aider.

Michel dormait dans la rue, les années de galère l'avaient endurci et il ne se plaignait pas pour sa personne. En revanche, il était révolté que d'autres n'aient pas de logement.

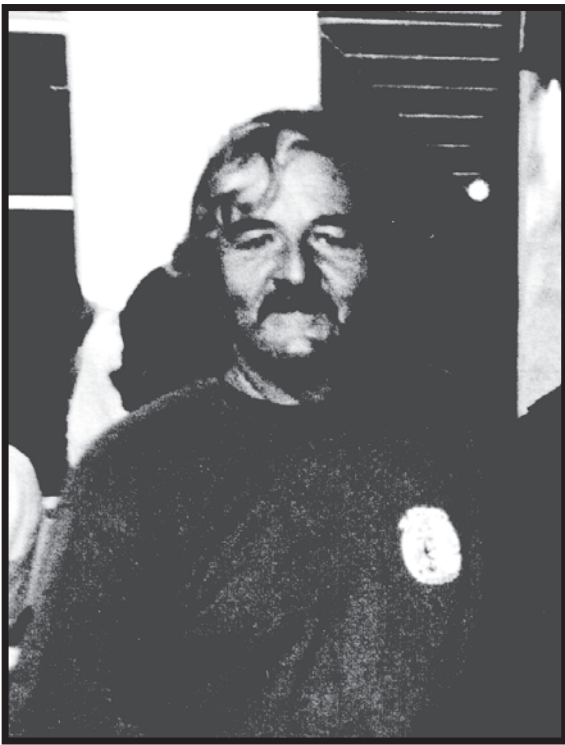
Au gré des réquisitions, DAL est arrivé à faire une grosse opération : ce fut la réquisition de l'immeuble Magellan à Malzéville. Cet immeuble, propriété publique, était destiné à être vendu au franc symbolique à des opérateurs privés. Il comptait un grand nombre de logements T5 /T6 qui faisaient défaut aux familles modestes. Michel est donc allé promener ses chiens à Malzéville et tranquillement nous avons monté un « dossier ».

C'était une époque où il n'y avait pas portables, une surveillance policière humaine était de mise par les renseignements généraux, nous mettions au point nos opérations, dans des bistrotts et non pas dans des locaux syndicaux ou politiques. Une bonne partie de nos réquisitions a été planifiée au bar Le Royal, chez notre pote Bernie. À côté, dans les locaux de la MJC République, se tenait la permanence des sans-papiers et, le vendredi soir, le bistrot était très animé à ce moment. Michel venait donc avec ses renseignements et commençait ainsi la mise en profil d'une réquisition. Si DAL Nancy n'avait pas eu Michel pour ces renseignements, l'activité aurait été moindre.

Ce qui était génial avec un pote comme Michel, c'est qu'il passait inaperçu, alors que nos tronches de militant(e)s étaient retapissées d'office par la préfecture. Lui se trimbalait une confiance due aux inoffensifs, un jugement de classe sans doute, un pauvre gars qui traîne dans la rue avec ses chiens n'est pas dangereux... grave erreur ! Michel était notre MI5 à lui tout seul.

Dormir dehors est aussi un enseignement de la vie, chèrement payé. Mais, cela permet de savoir s'il y a des rondes de police, des présences de gardiennage, de la vidéosurveillance... Où se situent les entrées ? Sont-elles utilisées ? Y a-t-il un parking ? Utilisé la nuit ? Ou pas ? Y a-t-il des vis-à-vis ? Tout ce qu'on ne remarque pas quand on vit dans un chez-soi.

La réquisition du Magellan fut un moment fort.



Michel fut notre responsable de l'immeuble réquisitionné. DAL avait logé une douzaine de familles. Ce n'était pas simple, plusieurs cultures étaient présentes, plusieurs reflets sociaux aussi. À la dernière minute, DAL a coopté un locataire, c'était un jeune homme qui sortait de prison et avait trop honte de demander un logement, il dormait dans un local à poubelles. Michel se vit attribuer un logement au rez-de-chaussée, où il filtrait les accès, les familles résidentes seules pouvaient rentrer. La presse, les militants pouvaient les rencontrer, si elles étaient d'accord, dans des locaux sociaux attenants au logement de Michel, qui était donc responsable des relations internes dans l'immeuble. Comme la préfecture a laissé pourrir le dossier de nombreux mois, ce fut très difficile à gérer.

Cette réquisition nous procura quelques anecdotes. Dès que l'opération eut lieu, le chef des renseignements généraux vint nous voir et nous expliqua que le préfet allait nous recevoir pour régler les problèmes de logement des familles concernées. On se marre, en lui disant qu'en France il y a des milliers de logements vides et des milliers de personnes sans logement, et qu'aux dernières nouvelles c'est le préfet qui a le pouvoir de réquisition et qu'en plus on a autre chose à faire que rencontrer le préfet. Rien n'y fait : les RG reviennent à la charge, le préfet veut rencontrer une délégation – il est vrai que l'ensemble des médias campe devant l'immeuble et fait le siège au téléphone des HLM ou de la préfecture. Quelques centaines de personnes viennent encourager les squatteurs et grossissent les rangs d'heure en heure, un énorme pique-nique est prévu pour midi, on comprend que

les pouvoirs publics veulent déminer la situation. L'équipe tient un conciliabule avec les familles, qui sont en plein déménagement, on peut effectivement rencontrer la préfecture, car la pression que DAL met sur les pouvoirs publics permettra de régler d'autres dizaines de problèmes.

Le problème, c'est qu'on a autre chose à foutre que rencontrer le préfet, mais bon. Sept ou huit personnes environ composent la délégation, dont Michel Uhring, il nous semble important qu'un SDF puisse s'entretenir de la question du logement avec le représentant de l'État.

La délégation se pointe dans le bureau préfectoral – deux gauchistes, un SDF, deux animateurs de piquet de grève, un camarade prêtre-ouvrier et Jeannette Valance, qui représente l'institution DAL. Le préfet demande la fonction de chacun. Michel lui donne son nom et précise « chuis SDF », on affirme au préfet que Michel est un de nos experts, sinon le meilleur. Je ne peux pas vous décrire la tronche du préfet...

Au fil des années, Michel fut de toutes les réquisitions, présent à toutes les permanences. DAL a tenté deux fois de lui procurer un logement, mais c'était très difficile pour lui, sa norme était dans la rue. Assez connu dans sa ville, il montait parfois sa toile de tente aux abords de l'opéra, avec la complicité des salariés de la ville. Plus souvent, son domicile de jour était rue Héré, où ses nombreux(ses) ami(e)s passaient le voir, demandaient des nouvelles.

Michel ne donnait pas seulement dans le militantisme de DAL, il aimait passionnément les animaux, surtout les chiens. Il donnait donc bénévolement un coup de main, plusieurs fois par semaine, au refuge de la SPA, à Laître-sous-Amance. Il y allait et revenait à pied.

Pendant longtemps, il passait prendre son petit café le matin à l'UL CGT, où il pouvait lire les journaux du jour, amenés par des copains de la presse. Ces moments partagés étaient importants pour lui. Comme il vivait dans la rue, il ne soignait pas une maladie qui le faisait trembler terriblement, au point de ne pas pouvoir boire un café. Le temps partagé dans des locaux amis le mettait à l'abri des regards et des jugements stupides, malsains.

Je dois avouer que j'étais heureux de le revoir de temps en temps. Parfois, il vivait dans le Lunévillois et nous n'avions plus de nouvelles, puis, il réapparaissait. Je l'ai vu en novembre 2017, nous avons bu un petit café, je ne savais pas que ce serait notre dernière rencontre.

Michel Ancé

R

Neuf ans sur les routes

Texte extrait de *La Douceur dans l'Abîme, un atelier d'écriture avec les sans-abri de Nancy (1999-2000)*, par François Bon, Catherine Gourieux et Jérôme Schlomoff.

Neuf ans de galère, mais ailleurs qu'en France. J'étais parti en me disant : je reviendrai bien un jour, mais quand ?

Je suis parti avec un copain et on s'est fâché en cours de route. On faisait la manche, le copain, il trouvait drôle que j'avais plus que lui, alors je lui ai dit : on arrête, si j'ai plus que toi, ça veut dire que je me débrouille mieux que toi. J'étais parti pour aller nulle part.

Entre la charrette de foin, et toi derrière en train de dormir, beaucoup de routiers, des camionnettes, quelques voitures quand même. Des coups de grisou, oui. Ça ne va pas du tout. Assis sur le sac de couchage et puis se poser des questions : je rentre, ou quoi ? Mais tu n'as pas beaucoup le temps pour broyer du noir. Tu en broies, mais c'est vite dissipé.

Avancer vers le patelin le plus proche et, après, tellement crevé. À l'aveuglette, pas besoin de carte. Le Guide du Routard, pas besoin non plus. Sac au dos, dormir dehors, l'hiver à des moins trente, surtout en arrivant en Roumanie. Aucune nouvelle, personne ne savait où j'étais.

L'Italie, la Roumanie, la Pologne, puis après, c'était du passage. Je dormais plus chez le paysan que dans des villes, puisque je donnais un coup de main, on partait à quatre heures du matin, on revenait à midi, ils me filaient de la bouffe : je n'ai jamais crevé de faim.

L'hiver, dans le foin ou la paille, ça fait chaud quand même.

C'était un choix, je voulais partir. Marre de rester, voir un peu ce qui se passait ailleurs. Sac au dos, parti. Pour séjourner, voir un peu comment ça se passait. Le nom des villes, des villages, je ne me rappelle plus. J'étais parti début 1985, pour aller en Russie, je me suis retrouvé en Roumanie. Surtout visiter. Le premier grand voyage en stop, sept mille cinq cents kilomètres. Et je ne parle que le français. J'avais trouvé quelque chose pour ne pas crever de faim, j'allais chez les paysans, ils se levaient le matin, je partais avec eux pour faire le foin, les grosses tâches, et je repartais avec des sacs de bouffe. J'arrivais la nuit, le plus près possible dans le village, et je m'arrangeais pour rester. Des bons souvenirs, c'est se faire des copains, des copines. On ne parle pas la même langue, mais on arrive à se comprendre. En Pologne, on travaille une heure, deux heures, et ils payent les heures qu'on travaille.

Les mauvais souvenirs, se faire arrêter par la police, en Italie surtout, parce qu'on squattait avec des copains italiens, mais ce n'est pas comme ici. Turin, Milan, Venise, Rome, côté Adriatique, remonté par la Yougoslavie, à l'époque où ça allait bien. Ça dépendait des rencontres. Aussi, les frontières, la fouille. J'ai fait l'Espagne aussi, le Portugal, les îles Baléares, sur un bateau, je faisais la vaisselle, tout, même topo

pour revenir. La Corse, pareil.

La Hongrie, pas facile non plus. Pour entrer en Russie, aussi, carrément traverser les champs pour arriver quand même. J'appelle ça des frontières inimaginables.

On arrive toujours à se faire comprendre, manger, dormir, fumer.

Les gens, ils essaient de savoir, on leur répond qu'en France, on est dehors. Et on découvre que la misère, c'est partout. À Bucarest, j'ai dormi près d'un hôpital, j'ai vu des enfants laissés à l'abandon. Je me suis fait copain avec une petite fille de quatre ou cinq ans, crois-moi ça remue les tripes, j'en ai pleuré. C'est à cause des souvenirs d'enfance, de parents qui voyageaient beaucoup, ça m'est resté. À l'époque, mes parents travaillaient à l'usine, aux chaussures André, ils n'avaient pas beaucoup d'argent, c'était le Midi, les vacances hamburger. J'allais aux colonies de vacances, dans les Vosges, aux colonies de vacances des chaussures André.

Ma mère était fraiseuse, aux « godasses Paul », les chaussures André, on appelait ça comme ça. Quand elle rentrait, elle avait les mains toutes dures, les doigts esquinés, des mains d'homme. Et mon père était coupeur, il me ramenait des balles qu'il faisait dans le crêpe, ça rebondissait bien.

Mon grand-père travaillait aux aciéries de Neuves-Maisons. Mon grand-père était gazier et les deux oncles aux mines du Val de Fer.

Mon grand-père, c'est sa retraite qui l'a fait partir de Neuves-Maisons. Mes deux oncles du Val de Fer, c'est la maladie du charbon. Ensuite ils sont partis vers Perpignan, un gardien au château de Rivesaltes.

Je suis parti à l'armée, engagé trois ans au 3^e RCP, parachutistes, complètement abrutis, j'ai fait le Tchad, l'Éthiopie, pas mal de trucs qui m'ont lancé dans l'aventure. Tu veux épouser une fille, fais ton service militaire ! Et tu reviens, la fille est mariée, c'est cher payé.

J'ai été libéré en 1968 et, en mai 68, j'étais sur les barricades à Paris. Déjà on avait fêté les trois ans de la quille, moi, la quille, je l'ai fêtée pendant un an. Après retour à Nancy. Mes parents m'avaient dit : « Je ne veux surtout pas que tu travailles en usine. »

Quinze jours après je rentrais à Pompey, rien que pour les emmerder.

J'ai connu les aciéries, j'ai fini deuxième fondeur au haut-fourneau et j'étais aussi délégué CGT. Un sacré boulot, le ciel tout rouge. Une poche faisait quatre-vingts tonnes, on avait trois poches, on en faisait trois par vacation. Le pire, c'est quand les briques réfractaires tombaient dans la fonte. Alors la fonte bouchait les tuyères, il fallait mettre le haut-fourneau en veilleuse et ouvrir les tuyères. J'ai même été au Portugal, montrer aux Portugais comment se servir des

hauts-fourneaux. Habillé en cosmonaute, des chaussures de sécurité, un casque avec visière. C'était du bon boulot, mais un boulot dangereux. Quand on coule la fonte, d'abord on met du sable et, si le sable est humide, ça pète, on en prend plein la figure, ça m'est arrivé plein de fois.

Le plus mauvais, c'est quand on allait à la carotte, déboucher le trou du haut-fourneau. Quand la fonte a fini de couler, on met une carotte, mais elle durcit.

Pour déboucher, on y va avec une baguette, tout près du haut-fourneau.

Et le blooming, un bloom de cinq tonnes ! Beaucoup de trucs pour les carcasses radiales de pneu. Fallait voir le boulot : tu prenais une pince, tu attendais que ça arrive, tu faisais un grand cercle et tu renvoyais ça là-dedans.

Tous les anciens te racontaient leur vie, entre deux casse-croûte. La côtelette directement sur la fonte, où c'était encore bien chaud, un coup à droite, un coup à gauche.

On commençait à quatre heures du matin. Au bistrot d'en face l'entrée, il y avait sur le comptoir une cinquantaine de rouges et une cinquantaine de blancs.

Si tu étais en retard de cinq minutes, tu ne rentrais plus à l'usine.

Sacilor, ils ont tout fichu en l'air. Quand les gars ont fichu les feuillards dans la rue et qu'ils nous ont fait tabasser par les CRS, j'y étais. Après, j'ai travaillé aux Postes, encore délégué CGT, trop souvent dans le bureau pour défendre les copains. Quand ils ont envoyé la plate-forme de Nancy à Bar-le-Duc, il y a eu trente et un licenciements, j'étais le premier sur la liste : « Incite ses camarades à faire grève. » J'étais marqué en rouge. Il y en a beaucoup qui ont laissé leur baraque. À cette époque-là, j'aimais déjà pas trop les chefs.

C'est plutôt le goût de l'aventure, puis être libre, ne pas se demander tous les jours comment payer le loyer, l'électricité. À cinquante-deux ans, un médecin, je ne sais même plus ce que c'est. J'aurais une dizaine d'années de moins, je repartirais. Toujours envie de partir.

Quand je suis revenu : « Ah tu es là ? Depuis quand ? » Le deuxième qu'arrive, et un derrière l'autre, qui n'a rien entendu, il faut tout répéter. Et tu racontes la même histoire, et des fois t'en as marre. Alors on ne la raconte plus, l'histoire.

Michel Uhring

R

Un tramway nommé désir

Devoir programmer une sortie quarante-huit heures à l'avance auprès d'un organisme compétent lorsqu'on est une personne à mobilité réduite relève d'une organisation sans faille et ne laisse aucune place à l'imprévu.

Mais l'imprévu arrive souvent. Et de façon fort désagréable.

Ce jour-là, après avoir parcouru une dizaine de kilomètres sur mon scooter électrique, sorte de fauteuil électrique utilisé plus particulièrement par les personnes âgées ayant du mal à se déplacer, me voici enfin arrivé au terminus du tram. Ce dernier étant accessible aux personnes à mobilité réduite, j'ai décidé de le prendre pour me rendre au centre de Nancy.

Pouvoir prendre le tram à n'importe quelle heure du jour, c'est vraiment bien. Mais... Attention... Il faut montrer patte blanche... comme nous allons le voir !

Je m'approche de la boîte qui livre les tickets. Je cherche du regard une bonne âme pour me rendre service en me prenant mon ticket. Personne. Le chauffeur sort du tram et vient vers moi. Je pense qu'il vient m'aider, je lui tends mon porte-monnaie.

— Tu ne peux pas monter ! Tu as une colonne de direction, tu as un moteur... La direction nous interdit de monter des véhicules à moteur.

Je suis estomaqué. Je demeure sans voix. Il y a pourtant un pictogramme au niveau de la commande de l'ouverture des portes symbolisant l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

— Je me rends à Nancy. Comment je fais ?

Réalisant la bêtise humaine, ce brave homme saisit une pièce de mon porte-monnaie, l'insère dans le distributeur de tickets et me fait monter dans son véhicule.

Je n'ai dû mon salut qu'à la générosité d'un chauffeur qui a osé enfreindre un règlement stupide.

Mais depuis, je me demande ce qui arriverait pour moi en cas de refus.

Si un jour je devais rester sur le plancher des vaches, je pense que je me verrais dans l'obligation de suivre l'itinéraire du tram créant ainsi un sympathique cortège... seul moyen de faire bouger les lignes ?

Gérard Manvusa

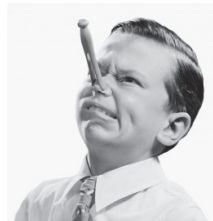
R



Relents d'égouts #8

Rubrique consacrée à l'actualité des conspis, des confus et d'autres cons... faisant, directement ou indirectement, le jeu de l'extrême droite.

Antisionisme, antisémitisme ?



Depuis cet été, le Parti travailliste en Grande-Bretagne est au bord de l'explosion : son dirigeant, Jeremy Corbyn, issu de l'aile gauche, est la cible d'une campagne l'accusant d'antisémitisme pour ses prises de position pro-palestiniennes, une campagne conduite par des pro-israéliens et amplement relayée par l'aile droite du parti. Ce n'est pas la première fois ni le seul pays où des courants de gauche pro-palestiniens sont accusés d'antisémitisme, cela en devient même un lieu commun. Comme si le rejet de la politique impérialiste israélienne impliquait systématiquement le rejet du droit à un État pour le peuple juif et par voie de conséquence la haine des Juifs.

Il y a deux sortes de gens que ce type de confusion arrange. D'une part, les supporters d'Israël, de ses gouvernements successifs et de leur politique ; d'autre part, les antisémites, y compris celles et ceux qui se prétendent ou se croient « de gauche ».

Les inconditionnels d'Israël ont une défense du sionisme à peu près parallèle à celle de l'islam par les islamistes. Quand ces derniers assimilent toute critique de la religion musulmane à un racisme antimusulman, les premiers réduisent toute critique de la politique israélienne à un racisme contre les Juifs. C'est facile et efficace, cela permet d'alimenter des stratégies identitaires ou, selon les options, un soutien plus global aux impérialismes (états-unien, européen et pas seulement israélien) en espérant clouer le bec à tou-tes leurs opposant-es. Cela vient légitimer l'idée que l'État d'Israël serait l'État des Juifs : non seulement un État où les arabes Israélien-nes (17,5 % de la population) sont des citoyen-nes de seconde zone, comme est venu l'officialiser un vote de la Knesset en juillet dernier, mais aussi un État dans lequel devraient se reconnaître toutes les Juives et Juifs vivant sur la planète.

Les antisémites jouent également de la confusion. À l'extrême droite, Soral et Dieudonné ont caché un temps leur antisémitisme derrière le masque de l'antisionisme. Si leur stratégie a fait long feu, d'autres militant-es se réclamant de l'anti-impérialisme et de l'antisionisme ne semblent pas non plus toujours très au clair. Leur défense exclusive, voire obsessionnelle, de la cause palestinienne camoufle mal un tropisme suspect, tandis que les régimes politiques écrasant leurs minorités sur des critères ethniques ou religieux sont assez bien représentés, du Proche-Orient à l'Afrique en passant par l'Europe de l'Est.

L'intérêt de l'opposition au « sionisme » est bien évidemment d'avoir tout dans un paquet-cadeau : les Juifs, dont Israël est l'État (puisque c'est lui qui le dit), sont *a priori* solidaires de sa politique. S'ils ne le sont pas, ils doivent le signifier. Chaque Juive ou Juif est ainsi sommé-e de se démarquer explicitement des massacres à Gaza, des emprisonnements de Palestinien-nes ou du déploiement de nouvelles colonies en Cisjordanie – un peu comme d'autres somment les musulman-es de se démarquer de Daesh après chaque attentat. S'ils ne se démarquent pas, c'est qu'ils sont solidaires. En combattant Israël, il faudrait donc combattre également tous ces gens dont

c'est l'État, sauf éventuellement l'infime minorité qui s'en démarque explicitement. Ajoutons à cela une couche de préjugés classiques sur la finance mondialisée et les élites invisibles qui tirent les ficelles... et l'antisémitisme revient au galop.

Les deux camps, supporters d'Israël et antisémites, se renforcent mutuellement. Ils sont totalement convergents dans leur assignation des Juifs à l'État d'Israël. La solidarité des Juifs à l'égard du projet sioniste, de l'État d'Israël et de sa politique ne se discuterait pas. C'est absurde, quand on sait que des groupes d'extrême gauche et libertaires en Israël même ont toujours combattu la politique expansionniste et raciste de leur État. Mais cela l'est plus encore quand on parcourt les options politiques qui ont été défendues depuis plus d'un siècle par les Juives et Juifs victimes de persécutions en Europe, pour qui la solution à la question juive passait bien plus souvent par une révolution prolétarienne mondiale ou au moins par l'égalité des droits dans des États démocratiques, que par la création d'un État en Palestine. Le génocide nazi a modifié la donne en poussant des centaines de milliers de rescapé-es à trouver un refuge – mais, là encore, reconnaître aux Juifs le droit à un État n'implique ni d'y voir la solution ultime à la question juive (ce qui est la position sioniste), ni de donner un blanc-seing aux dirigeants de cet État.

L'assignation des Juifs à Israël est criminelle. Elle arrange les dirigeants actuels de l'État israélien, qui se veulent les champions de la représentation des Juifs quand ils travaillent pour les intérêts d'une minorité privilégiée d'Israéliens en bombardant régulièrement les territoires palestiniens. Elle renforce l'antisémitisme partout dans le monde en rendant les Juifs coupables des crimes des dirigeants israéliens, ce qui en retour arrange bien ces derniers, en encourageant les Juifs à émigrer en Israël. Il arrive d'ailleurs que la convergence d'intérêts entre les extrêmes droites sionistes et antisémites s'exprime au grand jour. Le 19 juillet dernier, le Premier ministre hongrois, fascisant et ouvertement antisémite, Viktor Orbán, était ainsi accueilli à bras ouverts par le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou.

Raph



Arsenic et vieilles lunes

La récente proposition de déremboursement de l'homéopathie a soulevé un tollé. L'homéopathie, médecine alternative naturelle apparaît menacée par « Big Pharma »...

L'homéopathie, médecine qui remonterait à la nuit des temps ?

C'est une approche thérapeutique inventée à la fin du XVIIIe siècle par Samuel Hahnemann en reprenant de manière erronée la formule de Paracelse « Similia Similibus Curantur » (en latin : les *semblables* sont guéris par les *semblables*). Paracelse, médecin suisse de la Renaissance, se référait à la fameuse (fumeuse ?) Théorie des Signatures, qui peut être résumée ainsi : si une plante ou partie de plante ressemble à un organe du corps humain (l'approche des médecins était totalement empirique à l'époque, mais ils découpaient déjà des cadavres...), alors, bingo, le Créateur ou Mère Nature nous envoie un message (ne rigolez pas, il y en a qui croient à ce genre d'inepties de nos jours) : la noix est bonne pour le cerveau, les haricots pour les reins, il coule un latex jaune de la chélidoine, donc ça doit être bon pour le foie, et les racines anthropomorphes sont censées guérir de tous les maux (Mandragore en Occident et Ginseng en Orient...). Dans le lot, il y a évidemment statistiquement un faible pourcentage de plantes qui ont une action avérée (par exemple, le colchique, dont les racines rappellent les doigts déformés par la goutte, est effectivement actif sur les crises de goutte, mais au prix d'effets indésirables démesurés avec une marge thérapeutique étroite).

Deux siècles et demi plus tard, la pharmacologie a peu évolué et repose toujours sur le même ésotérisme à base d'humeurs, d'éther et de miasmes. À la même époque, Joseph Smith, un prédicateur américain invente une quatrième religion révélée... Bref, les Lumières sont passées par là, mais il y en a un sacré paquet qui est resté à l'ombre... Hahnemann extrapole donc la théorie de Paracelse en traduisant : une substance qui provoque à dose thérapeutique une maladie soignera cette maladie à condition de la diluer quasiment à l'infini (exemple, l'ipéca, émétique, utilisé contre les vomissements, mais avec des contradictions comme l'arnica, vulnéraire utilisé contre les bleus...) Donc, l'homéopathie est une croyance qui remonte à peu près à deux siècles.

Hahnemann développe une unité de dilution, la Centésimale Hahnemannienne (CH) : à 1 CH, la substance de base est diluée 100 fois. 2 CH, correspond à 1 CH dilué 100 fois, soit 1/10 000e. À 3 CH, on atteint le millionième... et à partir de 12 CH, 10-24 ! 18 grammes d'eau contenant six cent mille milliards de milliards de molécules, je vous laisse calculer ce qu'il reste à une dilution d'un million de milliards de milliards... Et l'homéopathie est censée aussi vous traiter avec des dilutions de 15 voire 30 CH.

À titre de comparaison, 10 CH correspondent à une goutte de substance dans le lac Léman, 23 CH, une goutte dans l'ensemble des océans et 40 CH, une



"- Tu te rends compte ! Pas plus d'une molécule active pour dix millions de flacons, et je suis sûr que c'est moi qui l'ai eue".

goutte dans la masse totale de l'Univers...

L'homéopathie, médecine naturelle ?

On a souvent tendance à confondre l'homéopathie, ésotérique, avec la phytothérapie, médecine par les plantes, souvent efficace et à la base de nombreux médicaments modernes. Les souches homéopathiques sont infiniment variées : organes d'animaux, venins (il y a des vegans qui se soignent par homéopathie ?), éléments chimiques, rayons ionisants et, enfin, plantes, lesdites plantes ne représentant pas la majorité des souches utilisées...

Prenons par exemple le cas de l'*Oscillocochinum*, le best-seller de l'hiver : l'oscillocoque était un micro-organisme qu'un médecin militaire aurait cru découvrir



au début du XXe siècle. Comme personne n'a jamais réussi à identifier ce germe, Boiron fait pourrir des foies et des cœurs de canard puis dilue ce brouet infâme quasiment à l'infini pour le vendre comme un remède aux états grippaux.

Big Pharma, really ?

Ce qui nous amène au troisième point, le fameux Big Pharma, best-seller des sites confusionnistes et conspirationnistes. Une entité abstraite qui chercherait à empoisonner le peuple... Là où les chemtrails échouent, Big Pharma réussit à éliminer sa concurrence... Concurrence ? Boiron est l'une des firmes pharmaceutiques les plus florissantes, qui pratique le chantage à l'emploi pour maintenir le remboursement de ses produits. Les commerciaux de Boiron poussent le lobbying en amont jusqu'à donner des cours d'homéopathie en tant qu'intervenants extérieurs dans les facultés de médecine et de pharmacie et les écoles de sages-femmes. Le guide de prescription rédigé par Boiron remporte un tel succès que 90 % des prescriptions des sages-femmes sont constituées de petites boules de sucre.

Son principal concurrent, Weleda, est incontournable auprès des adeptes de l'homéopathie intégrative, forme de fusion entre les théories de Hahnemann et une médecine d'inspiration anthroposophique. Par exemple, on cueille une plante un soir de pleine lune sur un terrain riche en étain puis on habille le « remède » avec le voile évanescent de noms latins mystérieux, ce qui donne *Taraxacum stanno cultum* (pissenlit). Le côté bio des gels douche Weleda peut paraître sympa, mais comme dans d'autres domaines, l'acheter revient à soutenir les vitrines légales de la secte de Steiner (Weleda, NEF, Kokopelli, Pierre Rabhi, etc.) qui sont tout sauf « antisystèmes ».

Et pour en revenir au prétendu Big Pharma, l'opposer à des médecines pseudo-alternatives au mieux relevant de l'escroquerie intellectuelle, au pire de la dérive sectaire charlatanique, relève du complotisme le plus débile et détourne du véritable problème, la marchandisation de la médecine dans un système capitaliste faisant fi de la santé de la population au nom d'une recherche sans fin du profit.

L'homéopathie à l'épreuve de la science

En quoi le déremboursement de l'homéopathie est-il une mesure salubre ?

D'abord, au niveau du principe de la dilution homéopathique. Imaginez un verre rempli d'eau. Statistiquement, il est censé

contenir toutes les souches homéopathiques à différentes dilutions. Un verre d'eau soigne-t-il autre chose que la soif ?

Apparemment, pour les adeptes, c'est plus complexe : l'homéopathie repose sur de bonnes pratiques de préparation garantissant la pureté des souches et de leurs dilutions. De plus, à chaque dilution, on pratique la succussion. La succussion, c'est le fait de secouer la préparation, lui conférant des propriétés thérapeutiques contrairement à l'eau du robinet... Sérieusement, qui peut croire à de pareilles idioties ? Probablement les mêmes personnes qui pensent que le vortex invoquant les forces telluriques, pratiqué en biodynamie, améliore la qualité du vin...

Et pour les dilutions supérieures à 12 CH ? Nous avons vu qu'au-delà de 12 CH, il n'y a plus aucune trace de la substance de départ. Une tentative de réponse a été donnée en 1987 par un chercheur, Jacques Benveniste, qui a prétendu alors avoir démontré que l'eau garderait en mémoire les substances avec lesquelles elle aurait été mise en contact. L'absence de reproductibilité de son expérience a vite abouti à la conclusion qu'il s'agissait au mieux de biais ou d'artefacts, au pire de fraude. Pour la petite histoire, les recherches de Benveniste étaient financées par Boiron.

Ça, c'était pour l'aspect théorique. Vous allez me rétorquer qu'« *ouais mais l'homéopathie, ça marche* » ! Toutes les tentatives de démonstration de l'efficacité de l'homéopathie ont lamentablement échoué (échantillons de populations trop faibles, « erreurs » de méthodologie...). Lors des tests en double aveugle contre placebo, l'efficacité n'était jamais supérieure à celle d'un placebo. La conclusion qui s'imposerait logiquement serait donc que l'homéopathie soigne par effet placebo, et n'a donc pas sa place parmi les

médicaments remboursés par l'Assurance Maladie.

En matière de religion, la position de la plupart des athées est de considérer que c'est aux croyants de démontrer l'existence de Dieu plutôt qu'aux athées de prouver son caractère illusoire. L'absence d'efficacité démontrée de l'homéopathie aurait donc dû suffire à la considérer comme une escroquerie. Comme les pèlerinages à Lourdes ou ailleurs ne sont pas remboursés par la Sécu, personne ne s'excite sur le sujet de la religion. En revanche, pour l'homéopathie, la problématique est différente puisque la pression des firmes permet le remboursement de pratiques religieuses conférant au sucre des vertus magiques. La revue médicale *The Lancet* a donc lancé une méta-analyse sur 110 études comparant l'efficacité de l'homéopathie et celle du placebo (ou du nocebo, l'effet qui explique pourquoi l'homéopathie « marche » sur mon bébé et mon cheval) dont le résultat, publié en 2005 est sans appel : l'homéopathie agit par effet placebo.

Le déremboursement est donc une mesure justifiée non par la pression de supposés lobbys (pas cette fois en tout cas), mais par la nécessité de mettre fin à une imposture intellectuelle et scientifique.

Et ce qui peut paraître anodin, inoffensif et peu coûteux masque en réalité une médication de la société (le petit granule qui guérit le petit bobo qui partirait encore plus vite à l'aide d'un glaçon), une défiance vis-à-vis de l'« allopathie » entretenue par les sites complotistes et pouvant conduire à l'arrêt de traitements lourds mais efficaces (chimiothérapies, par exemple), l'utilisation de pseudo-vaccins homéopathiques n'ayant aucune action sur l'immunité en lieu et place de vaccins éprouvés scientifiquement, et le tout pour le plus grand profit de multinationales exposant des travailleurs à des rayons ionisants (Rayons X 30 CH !), des poisons violents (*Arsenicum album*), des souches virales ou bactériennes (*Influenzinum*, *Yersin*) ou des venins de serpents ou d'hyménoptères (*Lachesis mutus*, *Apis mellifica*).

À l'heure où l'on vous démontre le plus sérieusement du monde que la Terre est plate en posant un niveau à bulle sur un rail de chemin de fer, la souffrance générée par un système économique broyant l'individu et ruinant la planète dans sa course effrénée au profit provoque une remise en cause de tous les progrès scientifiques et un engouement pour une médecine et une écologie New Age alimentées par les confusionnistes et les conspirationnistes de tous bords, et par la soif

d'ésotérisme de l'humain en situation de détresse. On confond allègrement agriculture raisonnée et biodynamie, phytothérapie et homéopathie, naturel et ésotérique et l'on pratique un pseudo-retour aux sources sur fond de Pachamama fantasmée, en anesthésiant au passage son esprit critique.

L'engouement que suscite un imposteur comme Pierre Rabhi, les réactions outrées

à l'annonce du déremboursement d'une pratique charlatanique, l'adhésion à des pratiques de *green washing* qui ne remettent pas en cause l'ordre établi nous détournent du véritable problème à éliminer, le capitalisme, tout en enrichissant ses alliés objectifs verdâtres.

Les douches courtes ne sauveront pas la planète, pas plus que le vortex n'améliorera la qualité du vin, ni que la pleine lune ne déclenchera les accouchements... Et surtout, les boules de sucre ne soigneront jamais rien d'autre que le portefeuille des charlatans et des multinationales du granule magique.

Ni Dieu, ni Maître, ni Gourou.

Le Père Lapurge

R

Videur, vire-moi vite ces vip !

« On n'est pas là pour se faire engueuler
On est là pour voir le défilé !
On n'est pas là pour se faire assommer
On est venu pour voir le défilé !
Si tout le monde était resté chez soi,
Ça f'rait du tort à la République.
Laissez-nous donc qu'on le regarde...
Sinon plus tard, quand la reine reviendra
Ma parole, nous on r'viendra pas ! »

Boris Vian, *On n'est pas là pour se faire engueuler*

Ce soir-là, mettant de côté misanthropie, agoraphobie et détestation des grands-messes, je décidai d'aller voir *S'aimer quand même*, un spectacle donné dans le cadre du Livre sur la Place par Isild Le Besco, avec Élodie Bouchez et Lolita Chammah. Une heure d'attente, tout de même, pour avoir la chance de s'asseoir dans les premiers rangs... Un spectacle dans les grands salons de l'hôtel de ville, sans gradin, ce n'est pas forcément très adapté, mais bon, pourquoi pas ?, l'affiche semblait alléchante. Après l'opération de fouille à corps, à l'entrée – une tradition de cette manifestation, où pour vous vendre des livres, on a besoin de vous palper les organes, sauf si vous avez le badge qui va bien –, je montai à l'étage, fissa. La salle était déjà plongée dans une pénombre ténébreuse, on allait voir ce qu'on allait voir... ou pas grand-chose. J'atterris au quatrième rang, le long de l'allée centrale, ce qui n'était pas si mal. Les trois actrices étaient déjà en plateau, sur une petite estrade improvisée, impliquées dans un travail au sol en forme d'échauffement.

La foule arrivait graduellement, occupant une à une toutes les chaises dorées en toc. Cependant, un rang restait vide : le premier. Ma voisine, intriguée, alla demander à l'hôtesse située devant la scène si elle pouvait s'y installer. La réponse fut un refus net, à peine poli. À son retour, je lui demandai pour quelle raison le premier rang était délaissé : elle me répondit qu'elle ne savait pas. Ce qui piqua ma curiosité. À mon tour, j'entrepris d'aller demander à l'hôtesse, le pourquoi du comment.

— À qui ces places au premier rang sont-elles réservées ?, m'enquis-je.

— Les places sont réservées !, répondit-elle.

L'affaire progressait à grands pas vers sa résolution prochaine et définitive.

— Oui, mais, pour qui ?

— Les places sont réservées !

— Je vous demande à qui ces places sont réservées, c'est tout. Là, elles sont vides...

— Sécurité ! Sécurité !, supplia-t-elle, totalement apeurée par ma dangereuse question.

Avec le physique du très regretté Patrick Baudot, un gorille de la Ville rappliqua en trois secondes, me poussant dans l'allée centrale, moi à reculons, jusqu'à la chaise que j'occupais. Était-ce un ami du maire, un membre de son service de sécurité, voire son garde du corps, un chargé de mission au cabinet, le responsable des produits dérivés de la Ville (des *goodies*, pour le dire en français contemporain) ? Dans l'obscurité des grands salons, il m'était impossible de lire le nom inscrit sur son badge.

— Je ne faisais que poser une question, objectai-je.

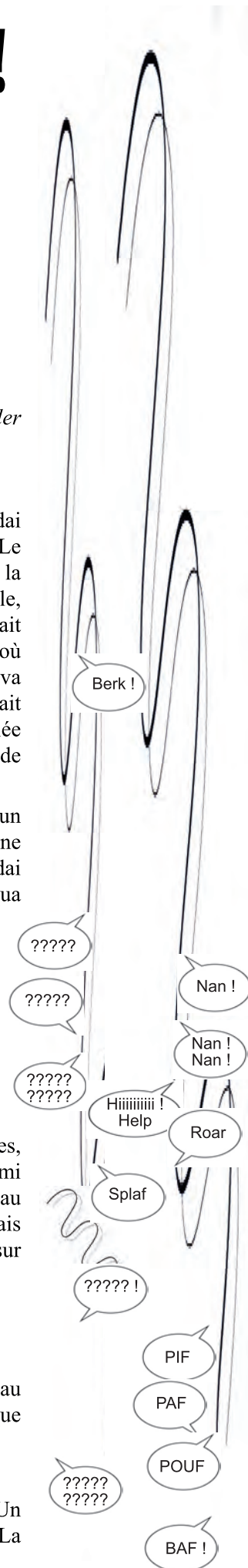
— Ça ne te regarde pas !

— On se connaît ?

— Tu fermes ta gueule !, m'infligea-t-il, avec sa bouche postillonneuse, dans un souffle aviné au point qu'on pouvait deviner la piquette, en m'appuyant bien fort sur les épaules pour être sûr que j'allais rester assis sur mon siège. « Si t'es pas d'accord, t'as qu'à rentrer chez toi ! »

Texto. Ici, la règle, c'est chacun à sa place.

Mes voisins et voisines furent interloqué-e-s, ne comprenant pas le pourquoi de cette violence. Un ami, situé juste au rang devant le mien, voulut, lui aussi, poser la question au faux pandore. La réponse fut cinglante : « Qu'est-ce que tu veux ? Va t'asseoir ! »



Quelques minutes après, l'émule de Benalla revint, accompagné d'un vigile de la société AGIR Protection et Surveillance (tout un programme !). Le pseudo Benalla m'arracha littéralement mon couvre-chef, en le jetant au sol. Il le ramassa, puis à coups de menace, « *si tu veux récupérer ta casquette...* », il m'intima l'ordre de partir, m'agrippa les bras, voulut me soulever, créant ainsi un trouble à l'ordre public, dont visiblement le préfet s'est contrefoutu, trop occupé à chasser les migrant-e-s. Évidemment, il était hors de question que je quittasse la maison commune – ici, c'est aussi chez moi –, mais je ne dus ma grâce qu'à la réaction des autres spectateurs qui prirent courageusement ma défense. « *Il n'a rien fait ! Laissez-le !* »

Le Benalla d'opérette regagna le côté de la salle, en face des places toujours libres du premier rang, en m'observant de temps à autre, des fois que je rebiffe. Quand je pense que la collectivité paie un type pour garder des chaises vides...

Le spectacle commença, enfin, dans un noir presque complet, les actrices jouant en ombres chinoises. Sûr qu'au dernier rang, on n'y voyait goutte ; au premier rang non plus, puisque les excellences faisaient toujours défaut.

Dix minutes après le début de la représentation, le parquet des grands salons se mit à grincer, côté jardin, sans que cela fit partie de la pièce jouée. Une dizaine de personnes longèrent le mur et vinrent tranquillement prendre les places d'honneur qui leur étaient réservées.

C'était donc ça !

Selon toute apparence, quelques *happy few* avaient mérité ce privilège : ils étaient auparavant à l'opéra, pour écouter une lecture des académiciens Goncourt, puis enchaînaient à l'hôtel de ville – les bienheureux et les bien nés –, quitte à gêner tout le monde. Déjà qu'il avait fallu décaler le début de la pièce d'environ 20 minutes, rien que pour eux... comme il était permis de le supposer.

De mon côté, tout en appréciant le spectacle, j'étais impatient que la lumière revînt pour voir la tronche des hautes altesses. Vérification faite, il s'agissait de Frank Pilcer, conseiller municipal délégué à la Culture et aux Droits de l'Homme, et de quelques comparses – des huiles pas du tout essentielles.

Ça, des vip (*) ? Il ne faudrait quand même pas abuser ! Pour cet obscur conseiller municipal, il avait fallu repousser le début de la représentation, laisser vide un rang complet de chaises, alors que le public présent et ponctuel pressentait qu'il lui serait difficile de bien voir, compte tenu de conditions techniques inadaptées, octroyer un passe-droit – si ça se trouve, ce Pilcer a même évité la fouille à l'entrée... –, s'adonner à diverses incivilités, susceptibles de donner lieu à des poursuites, recourir à la pression physique, à l'intimidation et au chantage, tout en feignant de craindre l'émeute, en agitant le risque sécuritaire, en faisant peur au populo intello qui n'en demandait pas tant.

L'Est républicain a traité cette affaire d'importance, à sa manière, dans un fil d'actualités publié le 9 septembre sur son site Internet. « *Un petit incident pour la sécurité lors du spectacle Isild Le Besco – Élodie Bouchez – Lolita Chamamah à l'hôtel de ville samedi soir : un spectateur, mécontent des places réservées pour le maire et sa compagne, a décidé d'échanger sa place avec celle de l'élu. Problème réglé rapidement par la sécurité qui est intervenue alors que le spectacle avait débuté depuis quelques minutes. L'homme a obtempéré et a retrouvé une place à l'arrière des sièges réservés. Une tempête dans un verre d'eau, mais l'incident a un peu fait causer...* » Clair, précis, informatif... Comme d'hab.

Non content de raconter l'histoire dans le désordre, le quotidien local ne semble pas trouver anormal qu'un-e élu-e, quel que soit son rang protocolaire, puisse bénéficier d'un passe-droit. Toutefois, un peu plus loin, dans le même fil d'actualités, il mentionne des spectateurs ayant fait la queue en vain pendant deux heures, le lendemain, dans le cagnard de la place Stanislas, pour aller écouter Isabelle Adjani et Lambert Wilson lire la correspondance entre Maria Casarès et Albert Camus. Cette fois-ci, les organisateurs n'avaient réservé que 239 places pour des vip toutes catégories, *dixit* une source proche du dossier.

Pour des gens qui n'ont que les droits humains à la bouche, le maintien de privilèges, à leur profit exclusif, est pour le moins sujet à caution : la chose publique, c'est pour eux, le principe d'égalité commence et finit avec eux, selon le principe du bouge toi de là que je m'y mette, etc. Les autres, les énièmes de cordées, peuvent bien attendre au soleil brûlant, sous lequel la misère semblerait moins pénible (poésie d'évadé fiscal). Cela démontre que, une fois de plus, quand la bourgeoisie est au pouvoir, la République est bannie.

Piéro **R**

(*) vip : *very important person*.



Cercles de silence

Nancy
samedi 29 septembre
et samedi 27 octobre
Place Stanislas à 15 h

Pont à Mousson
samedi 13 octobre
Place Duroc à 10 h 30

mardi 9 octobre

Journée de mobilisation et de grève
interprofessionnelle, étudiante et lycéenne
pour protester contre la politique sociale
idéologique du gouvernement.

**Au CCAN - 69 Rue de Mon Désert,
Nancy**

21 septembre - 19h

Info-tour : Le bras long de la répression
Comment l'Europe traque la dissidence
Rencontre et discussion avec Matthias
Monroy, journaliste et membre de la
revue CILIP.

27 octobre - 19h >

Projection de Hedera
6 films qui regroupent des témoignages de
vécus collectifs dans les dynamiques
anarchistes actuelles.



prochain numéro : Résister! #58

redaction@crr54.lautre.net

Comité de rédaction : 22/10/2018 - Date limite d'envoi des articles : 21/10/2018

Points de dépôt :

- * Croc'us - 137, rue Mac Mahon - Nancy
- * Vêt Ethic - 33 rue St Michel - Nancy

- * CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy
- * Quartier Libre - 11 Grande Rue - Nancy

Le jeu de l'automne

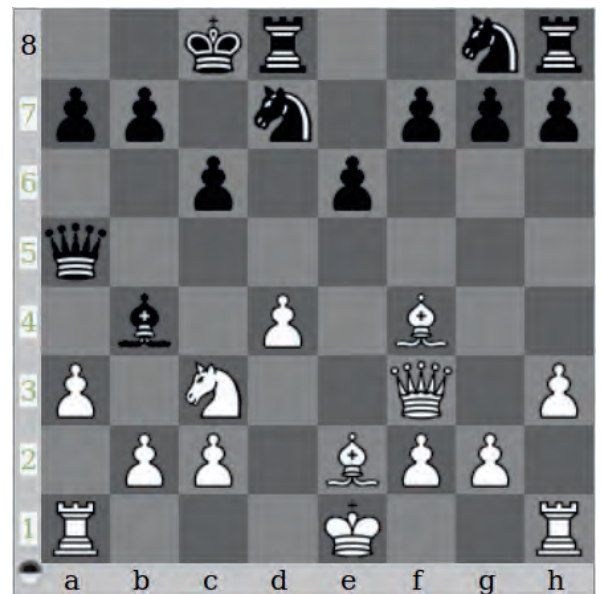
Apparences trompeuses

Mon Fb4 n'est pas prenable car la Ta1 serait en prise avec échec, pensèrent les Noirs...

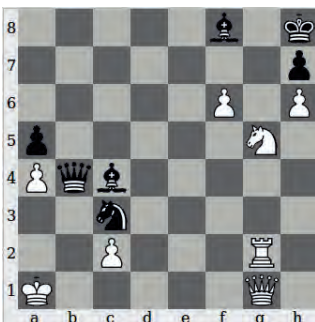
Que n'avaient-ils pas prévu ?

Trait aux blancs.

Date et lieu inconnus



Solution du numéro précédent



1. Nf7+! Bxf7
2. Rg8+! Bxg8
3. Qg7+!! Bxg7
4. fxg7#

Walker-Andreev, Kiev 1992